

Secrétariat Technique à la Coordination
PROJET DE COHESION SOCIALE DES REGIONS NORD DU GOLFE DE GUINEE
P175043

Palais de la Marina, 01 BP 2028 Cotonou-Bénin

AVIS D'APPEL A CANDIDATURE POUR LE RECRUTEMENT D'UN (01) SPECIALISTE EN SECURITE ET NEUF (09) FACILITATEURS TECHNIQUES (FT) COMPLEMENTAIRES AU PROFIT DU PROJET COSO

I. CONTEXTE

Le Gouvernement de la République du Bénin a opté pour une nouvelle opération sur la cohésion sociale, avec l'appui de la Banque mondiale à travers le Projet de Cohésion Sociale des régions Nord du golfe de Guinée (COSO), qui regroupe le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Togo. Il est placé sous la tutelle du Secrétariat Général de la Présidence de la République.

Ce projet, dont l'objectif de développement est d'améliorer la collaboration régionale et la résilience socio-économique et climatique des communautés frontalières dans les régions cibles du nord des pays du golfe de Guinée exposées aux conflits et aux risques climatiques est en lien avec les objectifs spécifiques du Plan National de Développement (PND) 2018-2025 relatifs aux axes : a) développer un capital humain sain, compétent et compétitif; b) accroître durablement la productivité et la compétitivité économiques; c) assurer la gestion durable du cadre de vie, de l'environnement et l'émergence de pôles de développement régionaux; et d) consolider l'État de droit et la bonne gouvernance. Le projet s'inscrit également dans la perspective de l'atteinte des objectifs du Programme d'Action du Gouvernement (2021-2026) à travers ses trois piliers : a) renforcer la démocratie, l'État de droit et la bonne gouvernance ; b) poursuivre la transformation structurelle de l'économie ; et c) accroître durablement le bien-être social des populations.

La phase actuelle du projet couvre **73 arrondissements des départements de l'Alibori, Atacora, Borgou, Donga** et a une durée de cinq (05) ans et sera mis en œuvre à travers cinq (5) composantes à savoir : **Composante 1** : Investir dans la résilience et l'inclusion des communautés, **Composante 2** : Renforcement des fondations et des capacités pour des communautés inclusives et résilientes, **Composante 3** : Plateforme de coordination régionale et dialogue, **Composante 4** : Gestion de projet et **Composante 5** : Composante d'intervention d'urgence.

La gestion du projet est assurée par le Secrétariat Technique à la Coordination (SETCO) du projet de Cohésion Sociale des régions nord du golfe de Guinée composé d'un personnel de plusieurs compétences et spécialités et compte deux (02) Unités régionales installées à Parakou (pour le Borgou-Alibori et Natitingou (pour l'Atacora-Donga).

Le Coordonnateur du projet COSO, lance le présent avis de recrutement en vue de la sélection d'un Spécialiste en Sécurité et neuf (09) Facilitateurs/trices techniques (FT) complémentaires.

Les neufs (09) postes de Facilitateurs/trices techniques sont répartis comme suit :

- un (01) technicien supérieur (ingénieur de travaux) en génie civil et construction rurale ;
- un (01) technicien supérieur (ingénieur de travaux) en aménagement et équipement rural ;
- quatre (04) techniciens supérieurs (ingénieurs de travaux) en hydraulique ;
- un (01) technicien supérieur (ingénieurs de travaux) en production végétale ;
- deux (02) techniciens supérieurs (ingénieurs de travaux) en production et santé animale.

II. LOCALISATION DU POSTE

Le Spécialiste sécurité du projet COSO travaillera en étroite collaboration avec le Coordonnateur du projet, l'Assistant du Coordonnateur-Spécialiste du Développement Conduit par les Communauté (AC-SDCC), le personnel du projet, celui de l'Agence Béninoise de Gestion Intégrée des Espaces Frontières (ABeGIEF), ainsi que les services en charge de la sécurité dans les zones d'intervention du projet COSO. Il sera amené à effectuer des déplacements sur le terrain au niveau des départements, communes, arrondissements ainsi que sur les sites d'implantation des ouvrages/infrastructures du projet.

Le/la Facilitateur/trice technique (FT) du projet COSO travaillera en étroite collaboration avec les services techniques des mairies, les services déconcentrés de l'État (SDE) et agences présents dans les localités d'intervention d'affectation. Ils seront affectés dans les arrondissements d'intervention du projet pour apporter une assistance technique aux Communautés au cours des phases de réalisation de leurs sous-projets approuvés par le Conseil départemental de concertation et de coordination (CDCC).

III. POSTE DE SPECIALISTE EN SECURITE

1- MISSION

Sous l'autorité du Haut-Commissaire à la Sédentarisation des Eleveurs, Coordonnateur du projet COSO, le Spécialiste Sécurité aura pour mission d'assurer la gestion des questions relatives à la sécurité /sreté du personnel du projet et de ses partenaires, des locaux et des actifs et biens du SETCO-COSO, mais également des bénéficiaires et riverains du projet.

De façon spécifique, le Spécialiste Sécurité du projet COSO aura pour mission de :

- Assurer une mise à jour régulière de l'Evaluation des Risques liés à la Sécurité (ERS) et du Plan de Gestion des Risques liés à la Sécurité (PGS), ainsi que la mise en œuvre et le suivi des mesures de prévention et d'atténuation des risques prévues dans le PGS ; ceci renvoie notamment à :
- Construire et développer un réseau large, diverse et varié d'acteurs (Administration centrale et déconcentrée, notamment administration territoriale, autorités locales et collectivités territoriales, forces de défense et de sécurité, acteurs internationaux et locaux de développement et humanitaires, chancelleries diplomatiques, ONG, OSC, autorités traditionnelles coutumières et religieuses, média, chercheurs et acteurs du milieu académique, et relais issus des communautés locales, etc.) permettant la collecte et le partage d'information relatives au contexte d'intervention du projet et aux risques liés à la sécurité ;
- Assurer une veille sécuritaire dynamique et constante dans les zones d'intervention des équipes du projet (Unités régionales et SETCO), et de ses partenaires, en particulier avant et pendant leur mobilisation sur les sites d'activité ;
- Elaborer et mettre en œuvre une grille d'évaluation et d'analyse des risques sécuritaires et de la vulnérabilité, comportant des mesures d'atténuation et de prévention, afin d'assurer l'identification et la gestion, en temps réel, des risques potentiels liés à la sécurité, dans le cadre de la mise en œuvre et du suivi/évaluation des activités du SETCO-COSO, dans les quatre départements du nord Bénin ;
- Élaborer la politique et procédures de gestion des risques liés à la sécurité et la sreté des personnes (personnels du projet et de ses partenaires de mise en œuvre, des bénéficiaires, usagers et riverains) et des actifs, et biens du projet COSO, sur toute l'étendue du territoire nationale, et en particulier dans les zones à risques en matière de sécurité ;
- Élaborer et maintenir des plans d'action d'urgence pour prévenir ou réagir à des incidents incluant : Prises d'otages, enlèvement, sabotage d'infrastructure, vol et pillage, actes de violence armée, y compris attaques armées et aux engins explosifs improvisés (IED), troubles civils, ou des opérations d'évacuation ou d'exfiltration de zones hostiles, etc. ;

- Etablir des procédures opérationnelles visant à atténuer les risques de vol, de vandalisme et à encadrer l'accès sur les sites d'intervention du projet COSO ;
- Etablir des mécanismes d'alerte sur les risques et incidents sécuritaires liés au projet, en portant une attention particulière aux menaces liées aux violences sexuelles et basées sur le genre ;
- Fournir des conseils et une expertise prospective sur les technologies de sécurité visant à protéger les locaux, sites d'infrastructures de construction et les biens du projet ;
- Analyser, conseiller et valider les plans de circulation des équipes projet qui voyagent aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du Bénin ;
- Veiller à ce que les activités du personnel et des partenaires du projet COSO soient conformes aux exigences réglementaires en matière de sécurité, de sûreté au Bénin et conforme aux prescriptions du cadre environnemental et social (ESF) de la Banque Mondiale ;
- Identifier les besoins et assurer la gestion du renforcement des capacités et de formation du personnel du projet, et de ses partenaires, sur les thématiques relatives à la sécurité et à la sûreté, ainsi qu'aux risques spécifiques liés aux violences sexuelles et basées sur le genre ;
- Faire faire aux personnels du projet COSO toutes les simulations nécessaires à la préparation aux situations d'urgence (Evacuation de bâtiment, incendie, conduite en cas d'urgence médicale, et conduite défensive) ;
- Suivre auprès des autorités compétentes et forces de l'ordre, les dossiers d'accidents et d'incidents, impliquant directement ou indirectement le projet COSO et son personnel ;
- Rédiger des rapports périodiques (journaliers, hebdomadaires ou mensuels) sur les questions relatives à la sécurité et sur l'état des équipements de sécurité ;
- Former les conducteurs de véhicules administratifs et agents de sécurité du projet sur les mesures de sécurité dans le cadre de leur prérogative ;
- Exécuter toutes autres tâches ou responsabilités que la hiérarchie lui confierait.

2- PRINCIPALES RESPONSABILITES ET TACHES

- Veiller à ce que toutes les informations pertinentes sur la sûreté et la sécurité soient partagées au personnel de terrain et à celui des Unités régionales du projet en temps opportun et de manière appropriée, y compris aux contractants et fournisseurs de services ;
- Evaluer les risques sécuritaires encourus par le projet, son personnel, ses équipements, et les personnes associées (contractants, parties prenantes, bénéficiaires et riverains), avec une attention particulière portée aux risques encourus par certains groupes (femmes, jeunes, et différentes communautés) ;
- Participer à la conception et à la planification des activités de terrain du projet, y compris les déplacements du personnel, afin de fournir des informations et faire des recommandations liées à la sécurité ;
- Créer et maintenir en temps réel une matrice pour suivre tous les incidents de sécurité et les tensions qui ont ou peuvent avoir un impact sur la mise en œuvre du projet COSO.
- Informer le Coordonnateur de toute évolution significative relative à la sécurité dans la zone d'intervention du projet ;
- Élaborer des rapports écrits sur une base régulière et en réponse à des incidents spécifiques sur les développements et la dynamique liés à la sécurité dans les sites de projet, les zones prioritaires et l'environnement opérationnel au sens large ;
- Elaborer des rapports périodiques (mensuels ou trimestriels) sur les impacts de l'insécurité dans les zones concernées par le projet COSO afin de prendre en compte les dimensions contextuelles changeantes (situation économique, déplacements de personnes, accès) ;
- Sous la direction du Coordonnateur, assurer une liaison régulière avec les services de, de l'administration territoriale et de défense et de sécurité de l'État ;

A

- Assurer la liaison avec d'autres parties prenantes, le cas échéant, telles que, les agences des Nations Unies et autres acteurs de développement (y inclus les autres projets œuvrant dans les zones d'intervention du projet COSO) et humanitaires, l'ABeGIEF, les autorités locales, coutumières et traditionnelles, etc. ;
- Contribuer à la planification, au développement, à l'organisation et à la mise en œuvre d'activités de renforcement des capacités liées à la programmation de la sécurité ciblant les unités régionales, les partenaires de mise en œuvre, les communautés et le personnel du projet COSO ;
- Effectuer des déplacements réguliers dans les zones jugées à risque afin i) d'assurer une liaison constante avec les équipes et les parties prenantes locales, et ii) de maintenir une dynamique dans les processus de veille et d'évaluation des risques sécuritaires ;
- Effectuer d'autres tâches connexes en fonction des besoins.

3- EVALUATION DES PERFORMANCES DU SPECIALISTE EN SECURITE

L'évaluation de la performance du Spécialiste Sécurité du Projet est faite entre autres sur la base des critères ci-après :

- la qualité des documents et plans de sécurités élaborés et constamment mis à jour au besoin;
- la qualité technique des informations fournies permettant au personnel du projet de travailler en toute quiétude et en toute sécurité dans les communautés impactés et sur les sites de construction;
- la fiabilité des informations et des données sur la sécurité fournie aux équipes sur le terrain, dans les unités régionaux et au SETCO.

4- DIPLOME ET EXPERIENCES DU SPECIALISTE EN SECURITE

- Être titulaire d'un diplôme supérieur (BAC+5) Master 2 en Sciences Humaines, sciences politiques, sociales, analyse de conflits, gestion des questions de sécurité, gestion des risques, développement et/ou humanitaire, , relations internationales, avec un accent particulier sur la gestion de la sécurité, etc. ;
- Justifier d'environ cinq (05) années d'expérience dans la coordination des opérations en matière de gestion des risques liés à la sécurité, pour le compte d'une organisation de référence. ;
- Avoir de bonnes aptitudes en matière d'analyse de contexte, d'évaluation et d'analyse de risques, et des compétences en planification stratégique et opérationnelle ;
- Avoir des compétences analytiques et organisationnelles affirmées et être capable de gérer plusieurs tâches complexes de façon autonome ;
- Disposer d'un bon et large réseau d'information, et d'une bonne maîtrise du contexte d'intervention du projet ;
- Avoir une expérience avérée en matière d'élaboration d'outils et dans l'utilisation des TIC, de directives et de systèmes de sécurité ;
- Etre en mesure d'enseigner les bases en matière de gestion de la sécurité personnelle et de former et sensibiliser sur les questions liées à la sûreté et à la sécurité des personnes et des biens ;
- Avoir une excellente compétence en communication écrite et orale en français ;
- Avoir une connaissance approfondie des procédures et politiques opérationnelles et de gestion de crise ;
- Être en toute circonstance, professionnel et de bonne moralité ;
- Avoir des connaissances dans l'utilisation des applications Microsoft Office standard (Word, Excel, PowerPoint, Project) ; la connaissance des systèmes d'information géographique est souhaitable.

IV. POSTE DU FACILITATEUR/TRICE TECHNIQUE

1- MISSION

Sous l'autorité du Haut-Commissaire à la Sédentarisation des Eleveurs, Coordonnateur du projet COSO, la supervision technique du Responsable de l'Unité régionale du projet COSO et en collaboration les services techniques des mairies, les agences d'exécution et les services déconcentrés de l'État (SDE), le/la Facilitateur/trice technique (FT) veillera à la qualité de la conception et réalisation des infrastructures/ouvrages à mettre en œuvre dans les communautés des arrondissements ciblés. De façon spécifique, le/la Facilitateur/trice technique a pour mission de :

- participer activement à toutes les étapes d'identification et de formulation des sous-projets par les communautés ;
- travailler avec les Superviseurs Communaux (SC) et les Facilitateurs Communautaire (FC) pour s'assurer que les groupes marginalisés, y compris les femmes, les jeunes, les minorités ethniques et les personnes vivant avec un handicap, participent activement à la préparation du sous-projet et sont consultés sur les différentes caractéristiques du sous-projet, y compris les exigences en matière d'emplacement et d'accessibilité ;
- appuyer techniquement le processus de priorisation des besoins au niveau village et arrondissement à travers l'analyse technique et financière ;
- assister les Associations de développement villageois/quartier (ADV/ADQ) dans le processus de passation des marchés communautaires des sous-projets et contribuer au renforcement de leurs capacités ;
- interpréter les données recueillies sur le terrain pour l'adaptation des plans ;
- assurer la confection des boîtes à outils et au rapportage indispensables à l'exécution des infrastructures /ouvrages résilients au climat financés par le projet ;
- assurer l'analyse de faisabilité financière pour la réalisation des priorités retenues par la communauté tant au niveau village qu'au niveau arrondissement en collaboration avec les FC, SC et les services techniques de la Mairies, ;
- participer au montage des dossiers de sous-projet communautaire (DSPC) au niveau des villages/quartiers et des clusters en collaboration avec les FC, SC, les services techniques de la Mairie, les SDE et agences ;
- donner une assistance aux communautés dans l'utilisation des outils de gestion financière et comptable au cours de l'exécution des sous-projets en collaboration avec l'assistant(e), chargé(e) des finances (ACF) du projet, les services techniques des mairies dont le Responsable des Affaires Administratif et Financier (RAAF) et le Trésorier Communal (TC) ;
- effectuer des missions de suivi et de contrôle du niveau d'avancement des chantiers pour garantir qu'ils se réalisent suivant les règles de l'art et dans le strict respect des normes et nouvelles cartes sectorielles ;
- veiller à l'intégration des mesures de sauvegardes environnementale et sociale dans toutes les étapes de la mise en œuvre des sous-projets ;
- contribuer à l'exécution des études et analyses environnementales et sociales des sous-projets dans les communautés ciblées ;
- intégrer dans la conception des documents techniques, les considérations liées aux variations climatiques ;
- intégrer dans la mise en œuvre des sous-projets les considérations liées au genre, aux Violences Basées sur le Genre (VBG), aux Violences contre les enfants (VCE) et à l'inclusion sociale ;
- élaborer des rapports en fin d'exécution des travaux en collaboration avec les différents organes et autres acteurs impliqués dans l'exécution du projet.

2- PRINCIPALES RESPONSABILITES ET TACHES

Le/la Facilitateur/trice technique est chargé(e) du suivi et du contrôle de la réalisation physique des investissements dans le cadre du projet, de la conception à la clôture et maintenance du sous-projet. Les principales tâches du/de la Facilitateur/trice Technique sont :

- participer à l'élaboration des plans-types de marchés, notamment les Dossiers d'Appel d'Offres Local (DAOL)-types, devis descriptifs, Cadres des devis quantitatifs, Cadres des bordereaux des prix unitaires, etc. ;
- préparer les estimations de coûts des sous-projets nécessaires aux réunions d'arbitrage d'arrondissement ;
- participer aux diverses séances de formation et de partage des outils et documents-types pour les réalisations des infrastructures/ouvrages socio-économiques locales, résilientes au climat à financer par le projet ;
- finaliser les dossiers de marchés de prestations intellectuelles, travaux et d'acquisition d'équipement/mobilier en collaboration avec les ADV/ADQ ;
- contribuer avec les Spécialistes en sauvegarde à l'intégration et au respect strict des normes environnementales et sociales ;
- conduire en collaboration avec les services techniques des mairies, agences et Services Déconcentrés de l'État (SDE), la faisabilité technique et financière des sous-projets d'infrastructures/ouvrages et aménagements agricoles, forestiers et agropastorales, résilientes au climat initiés dans le cadre du projet COSO en vue de leur réalisation ;
- assurer la production et l'effectivité des études géotechniques et l'interprétation efficace des résultats du laboratoire afin de procéder aux modifications des cadres de Devis Quantitatif et Estimatif (DQE) qui s'imposeraient éventuellement ;
- participer à la mise à jour et l'adaptation aux sites prévus, des plans-types, plans de masse et leurs coûts de réalisation ;
- soutenir les ADV/ADQ dans l'analyse des propositions techniques et financières pour la réalisation des sous-projets initiés ;
- participer efficacement à l'orientation sur les caractéristiques du site d'implantation des ouvrages retenus par les Communautés et s'assurer de la conformité des choix avec les différentes nouvelles cartes sectorielles ;
- faire le suivi et le contrôle de l'exécution technique des infrastructures/ouvrages ou d'acquisition équipements/mobilier :
 - contribuer à l'élaboration des ordres de services ;
 - vérifier l'implantation des ouvrages ;
 - vérifier l'effectivité des essais par un laboratoire agréé, et des essais in situ ou en laboratoire de la conformité de la qualité des matériaux et des bétons mis en œuvre ;
 - vérifier et certifier la bonne exécution des travaux réalisés, en établissant les fiches des « points d'arrêt et de contrôle » pour les réceptions partielles des parties d'ouvrage ;
 - établir les feuilles d'attachement des travaux et les décomptes contradictoirement avec l'entreprise ;
 - faire des visites dans les ateliers du fournisseur pour la pré vérification de la conformité technique et de respect du planning ;
 - planifier et réceptionner les livraisons.
- tenir les réunions hebdomadaires de chantier et rédiger les observations faites dans le cahier de chantier ;
- produire des rapports d'activités périodiques (bimensuels, mensuels et trimestriels) et les transmettre à l'Unité régionale (à l'intention de l'Expert en Génie Rural) et aux différentes parties prenantes du projet ;
- participer en collaboration avec toutes les parties prenantes, aux réceptions provisoires et définitives des infrastructures/ouvrages ou équipements résilients au climat financés par le projet ;
- soutenir les ADV/ADQ dans l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'exploitation, d'entretien et de maintenance ;
- exécuter toutes autres tâches confiées par la hiérarchie.

3- EVALUATION DES PERFORMANCES DU/DE LA FACILITATEUR/TRICE TECHNIQUE

L'évaluation de la performance du/de la Facilitateur/trice Technique du projet est faite entre autres sur la base des critères ci-après :

- la qualité des documents techniques mis à jour ;
- le taux d'exécution et d'avancement de la réalisation des sous-projets de sa zone d'intervention ;
- la performance en passation des marchés communautaires ;
- la qualité technique des réalisations financées par le projet ;
- le respect du délai de réalisation des infrastructures/ouvrages dans sa zone d'intervention.

4- DIPLOME ET EXPERIENCES DU FACILITATEUR TECHNIQUE

Le/la Facilitateur/trice Technique du projet doit au minimum :

- avoir un diplôme équivalent à la licence professionnelle au moins en génie et construction rural, génie civil, aménagement et équipement rural, hydraulique, production végétale, production animale, agropastoralisme.
- être apte à travailler dans les communautés à la base ;
- avoir une bonne condition physique ;
- être apte à effectuer des déplacements sur le terrain ;
- être rigoureux, ponctuel, proactive avec un grand sens de l'éthique et d'esprit d'équipe.
- avoir au moins trois (03) ans d'expérience professionnelle en génie civil et construction rural, aménagement et équipement rural, hydraulique, techniques de production végétale, de production animale et agropastoralisme ;
- avoir réalisé des études d'Avant-Projet Sommaire (APS) et d'Avant-Projet Détaillé (APD) serait un atout ;
- avoir assuré le suivi/contrôle des travaux de construction ou de réhabilitation d'au moins cinq (05) infrastructures/ouvrages dans l'un des domaines suivants : bâtiment, infrastructures/ouvrages d'assainissement et/ou d'alimentation en eau potable et aménagements hydro-agricoles (barrages/retenues d'eau, périmètres irrigués, équipements ruraux...) résilients au climat ;
- avoir une excellente expérience et connaissance de la conception et lecture des plans-types des infrastructures/ouvrages socio communautaires résilients au climat ;
- posséder de solides connaissances dans le domaine des logiciels d'architecture et de calculs de structures (ARCHICAD, AUTOCAD, etc.) ;
- disposer d'une expérience appréciable en matière de protection de l'environnement, de lutte antiérosives, de conservation des eaux et du sol ;
- avoir des connaissances de base en matière de sauvegardes environnementale et sociale ;
- maîtriser l'outil informatique, notamment Word, Excel, Internet etc. ;
- être apte à travailler en équipe, sous pression dans un contexte multiculturel et avoir de bonnes capacités relationnelles ;
- maîtriser la langue française écrite et parlée. La maîtrise d'une langue de la région choisie sera un atout majeur ;
- avoir une expérience avérée de travail dans la région ou une forte compréhension du contexte local.

Expériences spécifiques

- Avoir conduit au moins trois (03) missions de suivi de l'exécution des sous-projets financés par des partenaires techniques et financiers ;
- Avoir une connaissance des stratégies d'assistance des ministères sectoriels aux Communes du Bénin ;
- Avoir des aptitudes avérées dans l'organisation du suivi de la réalisation d'un sous-projet (chantiers, infrastructures/ouvrages, gestion des agropastoraux, etc).

V. DUREE DU CONTRAT ET LIEU DU TRAVAIL

La durée du contrat sera de deux (02) ans renouvelables après une évaluation satisfaisante des performances réalisées.

VI. CONDITIONS D'EMPLOI

Le (la) candidat(e) retenu(e) aura un statut de consultant. Le Consultant sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans le « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets (FPI) » de juillet 2016, révisé en novembre 2017, août 2018, novembre 2020 et septembre 2023.

Il reste entendu que le recrutement d'un candidat fonctionnaire doit satisfaire aux dispositions de la clause 3.23 d) du « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets (FPI) » qui précisent que les représentants du gouvernement et les fonctionnaires du pays de l'Emprunteur peuvent être engagés pour des marchés portant sur des services de conseil, à titre individuel ou en tant que membres de l'équipe d'experts d'un bureau de consultants uniquement lorsque (i) leurs services sont d'un caractère unique et exceptionnel, ou leur participation est indispensable à l'exécution du projet ; (ii) leur engagement ne créera pas de conflit d'intérêts ; et (iii) leur engagement n'enfreint aucune loi, réglementation ou politique de l'Emprunteur.

VII. CONFLIT D'INTERET

Les candidats doivent être exempts de tout risque de conflits d'intérêt, c'est-à-dire ne pas être propriétaire ou être partie prenante dans des entreprises susceptibles d'être intéressées par les appels d'offres et les consultations qui résulteront des contrats financés par le Projet.

Le SETCO se réserve le droit de ne pas donner suite à l'avis de recrutement, sans préjudice aucun.

VIII. COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Dossier de candidature

Les candidat (e)s intéressé (e)s par cette offre devront soumettre un dossier de candidature en langue française comprenant :

- une lettre de motivation signée du/de la candidat (e), adressée au Coordonnateur du Projet/ le Secrétariat Technique à la Coordination (SETCO) du projet COSO ;
- un extrait du casier judiciaire datant de moins de trois (03) mois ;
- un Curriculum Vitae (CV) détaillé et présentant au mieux l'expérience du (de la) candidat (e) pour la fonction avec des références précises ;
- les copies légalisées des attestations de travail, certificats de formation ou autres pour les déclarations figurant dans le CV ;
- une copie certifiée conforme du ou des diplômes requis.

Lieux de dépôt et date de clôture des candidatures

Les dossiers de candidature version papier (un original et deux (02) copies) devront parvenir, sous plis fermé, portant la mention « Confidentiel – Candidature au poste de Facilitateur technique du Projet de Cohésion Sociale des Régions Nord du Golfe de Guinée » au plus tard le 08 Mai 2024 à 16 heures 00 minutes.

- au Secrétariat du Projet COSO sis au quartier « Les cocotiers », parcelle Lot 665, Rue 12.253, Porte 13, Cotonou, Bénin ; ou
- au niveau des bureaux des Unités régionales du SETCO sis à Parakou et Natitingou.

En plus des copies en version papier, les versions électroniques des dossiers devront être envoyées à l'adresse mail suivante : setco.coso@presidence.bi

Les dossiers dont la remise tardive sera liée aux problèmes informatiques rencontrés par le soumissionnaire ne seront pas considérés. Les soumissionnaires sont appelés à prendre leurs dispositions pour assurer une remise dans les délais.

IX. NB : Seuls (es) les candidats (es) présélectionnés (es) seront contactés pour la phase des entretiens de sélection. Les dossiers de candidature non retenus ne seront pas retournés

X. SELECTION

Le processus de sélection se fera en trois (3) étapes qui sont :

- la présélection des candidats sur étude de dossiers en vue de l'établissement d'une liste restreinte des candidats les plus qualifiés pour la mission ;
 - la sélection du candidat qui interviendra après un entretien avec les candidats présélectionnés sur la liste restreinte approuvée par la Banque mondiale ;
 - la négociation du contrat de travail avec le/la candidat (e) retenu (e) à l'issue de l'interview.
- Le SETCO se réserve le droit de ne pas donner suite à l'avis de recrutement, sans préjudice aucun.

Pour le Haut-Commissaire à la Sédentarisation des
Eleveurs,
Coordonnateur National du Projet absent,
Le Chargé de l'intérim,

Ousmane TOGOU

TOG

Ousmane TOGOU

Assistant Coordonnateur, Spécialiste en DCC

